



Le massacre des manifestant.es n'entrave pas la voie de la quête de liberté

La République islamique a répété, en l'espace d'environ deux semaines et à une échelle vaste et terrifiante, l'ensemble des crimes qu'elle avait commis au cours de quarante-sept années de domination sanglante. Comme on le redoutait, « le régime a rempli les prisons et les cimetières de manifestant.es ».

Le pouvoir, en coupant toute possibilité de communication — de l'Internet aux SMS et lignes téléphoniques — a massacré, dans un silence absolu, une population à bout de souffle. Il a qualifié les personnes massacrées d'« émeutier.es » et d'« ennemi.es », ouvrant ainsi la voie à la poursuite d'une guerre totale contre le peuple. Il a enlevé les blessé.es des hôpitaux, enterré les mort.es en secret, entassé des monceaux de cadavres dans des hangars et les a stockés dans des semi-remorques. Il a envoyé des proches sans repères fouiller parmi les tas de corps à la recherche des leurs. Il a arrêté des milliers de personnes — enfants, personnes âgées et jeunes —, augmenté le nombre des disparitions forcées de ces quarante-sept dernières années et, en poursuivant une politique d'intimidation, tenté de faire taire les témoins des crimes, y compris le personnel soignant. Dans un climat de répression féroce et de monopole du régime sur l'information, le pouvoir a consigné sa version des événements dans ses propres médias avec une mise en scène triomphale.

Cette spirale de mort a plongé une société endeuillée et meurtrie dans une stupeur telle qu'il peut sembler désormais impossible d'opérer un changement fondamental de l'ordre existant par la seule volonté du peuple. L'ampleur terrifiante des crimes du pouvoir a ouvert la voie à l'intervention de forces exploiteuses, leur permettant de dissimuler leur histoire coloniale sanglante derrière le masque du « sauveur » et de tirer profit de ce moment de sang et de soulèvement populaire. Il ne fait aucun doute que celles et ceux qui lient le rêve de liberté à une intervention militaire extérieure souhaitent fonder leur édifice sur les ruines de cette terre. Le destin du peuple n'est pas de devoir choisir entre les agissements du pouvoir et ceux des puissances étrangères. L'histoire des soulèvements passés, des répressions et des nouveaux soulèvements a montré que la force et la volonté d'un peuple exaspéré par la corruption, la discrimination et les inégalités ne disparaîtront pas : elles s'organiseront consciemment et s'imposeront aux détenteurs du pouvoir et du capital. Ce sont les peuples qui déterminent leur propre destin.

L'Association des écrivain.es d'Iran, qui depuis des années, malgré la répression du pouvoir, défend sans aucune restriction ni exception le droit à la liberté d'expression. Elle se tient constamment aux côtés du peuple épris de liberté, sera, de toutes ses forces, la voix des opprimé.es et des partisan.es de la liberté jusqu'à la tenue d'un procès populaire et équitable de tous les donneurs d'ordre et exécutants des crimes du régime. L'Association des écrivain.es d'Iran appelle les écrivain.es épris.es de liberté et les institutions alliées du monde entier à ne pas détourner un seul instant leur regard de l'Iran et à être la voix des manifestant.es, des survivant.es et des personnes détenues.